

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

TROYES, le 25 juillet 2024

Nos réf. : SAU/NC/MI n° 24 - 397

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BLANCHISSERIE DU CYGNE**

27, rue des Bas Trévois  
10000 TROYES

Code AIOT : 0100020502

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 juillet 2024 dans l'établissement BLANCHISSERIE DU CYGNE implanté 27, rue des Bas Trévois - 10000 TROYES. L'inspection a été annoncée le 15 juillet 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection est réalisée afin de contrôler la bonne exécution des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mesure d'urgence du 10 juillet 2024 faisant suite à l'incendie du 07 juillet 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BLANCHISSERIE DU CYGNE
- 27, rue des Bas Trévois - 10000 TROYES
- Code AIOT : 0100020502
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La BLANCHISSERIE DU CYGNE est une ancienne blanchisserie constituant désormais une friche industrielle.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Accident
- Pollution
- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Gardiennage du site	AP de Mesures d'Urgence du 10/07/2024, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	0 jour

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Devis et échéancier d'enlèvement des déchets	AP de Mesures d'Urgence du 10/07/2024, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	5 jours
4	Nature des déchets brûlés et plan de prélèvement	AP de Mesures d'Urgence du 10/07/2024, article 3.1	Mise en demeure, respect de prescription	5 jours
6	Prélèvements eaux superficielles	AP de Mesures d'Urgence du 10/07/2024, article 3.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 jours
7	Prélèvements eaux souterraines	AP de Mesures d'Urgence du 10/07/2024, article 3.3	Mise en demeure, respect de prescription	2 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Mise en sécurité du site	AP de Mesures d'Urgence du 10/07/2024, article 2	Sans objet
5	Réalisation des prélèvements des retombées atmosphériques	AP de Mesures d'Urgence du 10/07/2024, article 3.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'incendie du 07 juillet 2024, l'exploitant a entrepris de condamner les différents accès à son site. Parmi les autres mesures d'urgence exigées, seuls les prélèvements d'eau dans le ru ont été réalisés selon les déclarations de l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gardiennage du site

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 10/07/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance du site
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Immédiatement,</b> un gardiennage 24/24 est assuré sur le site et des rondes régulières y sont menées. Ces modalités de gardiennages sont levées dès l'enlèvement de tous les déchets, y compris les déchets dangereux.
<b>Constats :</b>  Le représentant de l'exploitant déclare ne pas avoir réussi à trouver une société de gardiennage disponible le jour de la visite dans les délais annoncés. Toutefois, ce représentant déclare que lui et l'exploitant réalisent des rondes sur le site environ deux fois par jour chacun.

<p>Certaines de ces rondes sont toutefois incomplètes selon les déclarations du représentant, dans la mesure où le partage des clés pose parfois problème.</p> <p>Certains déchets demeurent sur site, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des dossiers administratifs et des restes de vêtements n'ayant pas complètement brûlé lors de l'incendie ;</li> <li>• divers déchets répartis sur le terrain (pneus, extincteur...) ;</li> <li>• des déchets associés aux décombres des bâtiments suite à l'incendie du 07 juillet 2024 (bardages en taules et probablement en fibrociment pour un certain nombre de plaques notamment).</li> </ul> <p>Des traces de squats sont observées sur le site, sans que leurs datations ne puissent être identifiées (tags, seringues).</p> <p><b>Observations :</b>          Au vu des déchets toujours présents sur site et des déclarations du salarié chargé de la mise en sécurité du site, semblant montrer que, malgré un accès difficile, le site est sujet à des squats (voir constat n°3), il est proposé à Madame la Préfète de l'Aube de mettre en demeure l'exploitant de respecter sans délais la présente prescription.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 0 jour

## N° 2 : Devis et échéancier d'enlèvement des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 10/07/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Sous 5 jours</b>, l'exploitant transmet à l'Administration un devis d'enlèvement de tous les déchets encore présents sur site, ainsi qu'un échéancier d'enlèvement.          Tous les déchets sont évacués dans les meilleurs délais.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le représentant de l'exploitant déclare que ce dernier souhaite entreprendre l'enlèvement des déchets en même temps que la démolition des bâtiments. Il déclare que l'exploitant a récemment obtenu un permis de démolition, et que cette dernière sera menée par la société Delumo à BUCHERES.</p> <p>Le représentant déclare que cette démolition a déjà été probablement contractualisée par l'exploitant.</p> <p>L'inspection des installations a par conséquent demandé au représentant de lui faire parvenir un justificatif de ce contrat ainsi que l'échéancier avant la fin de la journée. Toutefois, aucun justificatif n'a été reçu par l'inspection des installations classées en date du 18 juillet 2024.</p> <p>Par courriel du 20 juillet 2024, l'exploitant déclare être en réalité en attente d'un permis de démolir déposé à la mairie de TROYES le 17 juillet 2024. Il déclare que la société Delumo est prête à intervenir dès la fin du mois en cas d'obtention du permis de démolir.</p> <p>L'exploitant n'a toutefois fourni aucun justificatif de ses déclarations, en particulier concernant la contractualisation de la société Delumo et les délais associés.</p>

<b>Observations :</b>
L'évacuation de plusieurs déchets peut se faire sans permis de démolition. En dehors des déchets liés directement aux bâtiments existants (bardages encore en place notamment), l'évacuation n'est donc pas à conditionner à l'obtention d'un permis de démolir.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 5 jours

#### N° 3 : Mise en sécurité du site

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 10/07/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels, sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Sous 10 jours,</b> l'exploitant procède à la sécurisation du site. Ces mesures comprennent notamment les opérations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- réparation de la clôture et des portes d'accès au site,</li> <li>- fermeture du portail d'entrée,</li> <li>- sécurisation des abords de la zone sinistrée,</li> <li>- surveillance de l'état de la structure du bâtiment impacté par l'incendie.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a réalisé des travaux de manière à mieux clôturer son site (fermeture de l'ouverture dans le bâtiment incendié créée par les pompiers donnant sur les installations de la société SEDIS, fermeture du portail d'accès au site à l'aide d'un cadenas, barricade d'une partie de la clôture du site, régulièrement ouverte malgré diverses réparations selon les déclarations du salarié chargé de la mise en sécurité du site). L'arrière du site n'est pas clôturé, mais l'accès à ce dernier est rendu très difficile en raison de la végétation formant une barrière naturelle.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit encore mettre en place une surveillance de la structure du bâtiment impacté par l'incendie. Toutefois, le délai associé à cette prescription n'est pas échu le jour de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Nature des déchets brûlés et plan de prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 10/07/2024, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, retombées atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Sous 5 jours :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'exploitant évalue la nature et la quantité des matières et déchets impliquées dans l'incendie ;</li> <li>• l'exploitant élabore et transmet à l'inspection des installations classées un plan de prélèvements des retombées atmosphériques à l'extérieur du site. L'exploitant détermine la ou les zones maximales d'impact au regard des cibles/enjeux en présence. L'exploitant justifie la détermination de ces zones a minima par les informations météorologiques officielles constatées pendant toute la durée de l'évènement (direction et force des vents, pluviométrie). A minima, deux point de prélèvement sont réalisés, un dans le maximum des retombées des fumées, l'autre en dehors de la zone d'effets.</li> </ul>

A minima, le plan de prélèvement porte sur les paramètres suivants :

Paramètres
Métaux lourds (Chrome, Cuivre, Mercure, Zinc, Antimoine, Arsenic, Cadmium, Plomb)
BTEX
COHV
HAP
PCB
Dioxines et furanes

**Constats :**

Le représentant de l'exploitant déclare que les déchets ayant brûlé lors de l'incendie du 07 juillet 2024 étaient principalement constitués de vêtements de travail (qui étaient loués à différentes sociétés à l'époque du fonctionnement du site) et de documents de comptabilité. Sans que cette information n'ait pu être démontrée, il déclare qu'aucune matière dangereuse n'a brûlé pendant l'incendie.

Aucun inventaire détaillé des substances brûlées et des quantités associées n'a été réalisé.

Le jour de l'inspection, le représentant de l'exploitant déclare que ce dernier est en relation avec la société SOCOTEC afin de mettre en place le suivi des retombées exigé. Aucun plan de prélèvements n'est pas conséquent encore déterminé.

Par courriel du 20 juillet 2024, l'exploitant déclare que la société SOCOTEC ne peut pas intervenir avant le mois d'octobre, et qu'il a donc sollicité les services de la société ELECT dont il attend un retour.

**Observations :**

L'exploitant n'a pas répondu à la présente prescription dans les délais qui lui étaient imposés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 5 jours

**N° 5 : Réalisation des prélèvements des retombées atmosphériques**

**Référence réglementaire :** AP de Mesures d'Urgence du 10/07/2024, article 3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, retombées atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

**Sous 7 jours**, la réalisation des prélèvements est finalisée.

Les résultats et leur interprétation tels que décrits ci-dessus sont transmis à l'inspection des installations classées au fur et à mesure de leur réception.

**Constats :**

Le représentant de l'exploitant déclare que ce dernier est en relation avec la société SOCOTEC afin de mettre en place le suivi des retombées exigé.  
Par courriel du 20 juillet 2024, l'exploitant déclare que la société SOCOTEC ne peut pas intervenir avant le mois d'octobre, et qu'il a donc sollicité les services de la société ELECT dont il attend un retour.

**Observations :**

L'exploitant dispose d'un délai de 7 jours pour réaliser les prélèvements. Ce délai expire par conséquent à la fin de journée de présente visite d'inspection. Pour cette raison, un simple rappel des attendus est réalisé à l'exploitant concernant cette prescription.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Prélèvements eaux superficielles**

**Référence réglementaire :** AP de Mesures d'Urgence du 10/07/2024, article 3.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, eaux superficielles

**Prescription contrôlée :**

**Sous 2 jours**, l'exploitant réalise les prélèvements suivants au niveau du ru localisé à l'EST du site.

**Eaux superficielles :**

1 prélèvement en amont du site,  
1 prélèvement au droit du site,  
1 prélèvement en aval.

**Sédiments :**

1 prélèvement en amont du site,  
1 prélèvement au droit du site,  
1 prélèvement en aval.

A minima, le plan de prélèvement porte sur les paramètres suivants :

Paramètres
Température
pH
Matières en suspension
DCO
DBO5
Conductivité
Métaux lourds (Chrome, Cuivre, Mercure, Zinc, Antimoine, Arsenic, Cadmium, Plomb)
BTEX
HCT
HAP
COHV
Indice biotique

**Constats :**

Le jour de la visite, le représentant de l'exploitant déclare que ce dernier n'a pas encore réalisé les prélèvements dans le ru. Il déclare toutefois que l'exploitant a pris l'attache d'un laboratoire d'analyses afin de réaliser les prélèvements demandés.

Par courriel du 20 juillet 2024, l'exploitant déclare avoir fait intervenir le laboratoire Aquanalyse de PLANCY L'ABBAYE afin de procéder aux analyses des eaux du ru le 18 juillet 2024.

Aucune mention n'a été faite au sujet des prélèvements de sédiments, et aucun justificatif démontrant les déclarations de l'exploitant n'a été fourni.

**Observations :**

A défaut d'éléments matériels démontrant la conformité de l'exploitant, un projet d'arrêté de mise en demeure associé à un délai de 2 jours est proposé à Madame la Préfète de l'Aube.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 jours

**N° 7 : Prélèvements eaux souterraines**

**Référence réglementaire :** AP de Mesures d'Urgence du 10/07/2024, article 3.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

Sous 2 jours, l'exploitant réalise en amont et en aval du site des mesures piézométriques sur les polluants mentionnés à l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 3 juin 2024.

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection, le représentant de l'exploitant déclare que les prélèvements d'eaux souterraines n'ont pas encore été réalisés. Il déclare qu'un laboratoire doit toutefois se déplacer pour réaliser des prélèvements. Il déclare également ne pas être au fait des analyses exactes qui seront réalisées par le laboratoire avec lequel l'exploitant est en contact.

Par courriel du 20 juillet 2024 de l'exploitant, aucune mention n'est faite à des analyses d'eaux souterraines.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 jours